

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 2 FÉVRIER 1926.

Projet de loi

portant approbation des projets de Convention élaborés à Genève par la Conférence Internationale du Travail et concernant respectivement la réparation des dommages causés par les maladies professionnelles, la réparation des accidents du travail et l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux victimes d'accidents du travail.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Au cours de sa septième session tenue à Genève du 19 mai au 10 juin 1925, la Conférence Internationale du Travail a adopté des projets de Conventions relatifs à la réparation des dommages causés par les maladies professionnelles, à la réparation des accidents du travail et à l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux victimes d'accidents du travail.

Nous avons l'honneur, Messieurs, de soumettre aujourd'hui ces projets à vos délibérations.

. . *

Comme vous le savez, la question envisagée dans le premier de ces projets, c'est-à-dire, la réparation des dommages causés par les maladies professionnelles, constitue un problème dont la solution a été retardée dans plusieurs pays par les difficultés spéciales qu'il présente.

Il n'est point douteux que le Gouvernement belge eût couvert, à la fois, le risque professionnel maladie en même temps que le risque professionnel accident lors de l'élaboration de la loi sur ce dernier objet, si des obstacles, jugés à ce moment infranchissables, ne s'étaient opposés à la réalisation de cette œuvre d'équité.

Les principales difficultés qui s'opposent, en matière d'assurance, à l'assimilation des maladies professionnelles aux accidents du travail sont les suivantes :

On sait qu'il n'existe pas de définition vraiment satisfaisante de la maladie professionnelle, ni de critère qui puisse servir à déterminer dans tous les cas et avec précision le diagnostic étiologique des manifestations morbides observées. Il en résulte que la maladie professionnelle se prête moins aisément que l'accident du travail à l'application d'un système de compensation équitable.

La maladie professionnelle, différente en cela de l'accident du travail, ne survient presque jamais brusquement et ne débute pas, d'ordinaire, au cours du travail. Certaines intoxications chroniques peuvent demeurer longtemps latentes et il est d'observation courante que leurs manifestations les plus graves n'apparaissent parfois que plusieurs mois ou même plusieurs années après l'abandon du

travail insalubre. De plus, les manifestations pathologiques d'un cas de maladie professionnelle dans son origine, ne diffère point toujours suffisamment de symptômes d'une maladie semblable due à une autre cause. Il est à noter également que l'étiologie d'un cas morbide peut être mixte, à la fois professionnelle et vulgaire.

Ces considérations, qui ne peuvent être contestées, montrent qu'il n'est pas possible de faire bénéficier d'une compensation spéciale tous les cas de maladie dont l'origine professionnelle semble réelle, parce que, dans la majorité d'entre eux, cette origine professionnelle n'est pas susceptible d'une démonstration rigoureuse. Ces situations sont de loin les plus nombreuses et les dommages qu'elles engendrent ne peuvent être compensés que dans le cadre d'une loi sur l'assurance contre la maladie ordinaire.

Pendant, malgré ces difficultés, et grâce à l'acquisition de notions de plus en plus précises sur la pathologie professionnelle, la législation étrangère a fait quelques progrès; déjà dans certaines contrées, la réparation est légalement imposée et elle assure une indemnisation aux victimes des principales maladies causées par le travail.

En Belgique, un projet de loi, en préparation depuis plusieurs années, avait reçu, dès avant la réunion de la septième conférence internationale du travail en 1925, l'approbation du Gouvernement.

C'est dans ces circonstances que s'est ouvert à Genève le grand débat international concernant cette question. Dès le début, des échanges de vues au sein de la Commission spéciale, on se mit unanimement d'accord sur la nécessité de réparer les dommages causés par les maladies professionnelles et d'assurer aux victimes de ces maladies des compensations au moins équivalentes à celles que l'on accorde aux victimes des accidents du travail. Devant cette unanime bonne volonté des représentants gouvernementaux, patronaux et ouvriers, la tâche des experts réunis devint relativement aisée et la Commission toute entière fut en mesure, à la fin de ses travaux, de présenter à l'assemblée plénière de la Conférence un projet de convention appuyé par la totalité des membres qui avaient participé à son élaboration.

L'assemblée plénière de la Conférence, à son tour, ratifia par des votes à peu près unanimes les propositions qui lui étaient soumises et, pour bien marquer son désir d'une réalisation aussi rapide que possible de ces décisions, elle accepta de passer, dès la même année, à la seconde lecture du projet de convention. On est donc en droit de déclarer que la septième Conférence internationale du travail à Genève, en 1925, a marqué à l'unanimité de ses membres, le plus vif désir de voir se réaliser, au sujet des maladies professionnelles, l'entente internationale telle qu'elle résulte de ses décisions.

Le Gouvernement belge, soucieux d'intervenir le plus tôt possible en faveur des victimes des maladies professionnelles, déposera dès le début de la prochaine session parlementaire un projet de loi concernant cette assurance particulière et insistera auprès du Parlement pour la mise en discussion immédiate de cette loi qui cadre parfaitement avec le projet de convention internationale adoptée à Genève.

C'est dans ces circonstances et pour donner aux victimes des maladies professionnelles une assurance formelle de sa sollicitude que le Gouvernement dépose le projet de loi portant approbation de la Convention dont il s'agit.

II. — PROJET DE CONVENTION CONCERNANT LA RÉPARATION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL.

Les dispositions de ce projet ne portent aucune atteinte à l'économie de la législation belge sur les accidents du travail. Cela s'explique d'une part par la raison que notre pays jouit déjà en cette matière d'une législation généreuse, et d'autre part par le fait que la Conférence internationale du Travail a dû se borner à énoncer des formules générales et moyennes qui soient aisément acceptables par un certain nombre d'Etats dont les travailleurs ne jouissent pas encore de la protection suffisante. Toutefois, elle a inscrit dans le projet de convention plusieurs règles dont l'application représenterait, même pour des pays dont la législation est plus avancée, un pas nouveau dans la voie du progrès.

L'article premier du projet pose le principe général comportant l'obligation, pour les Etats, d'appliquer un système de réparation des accidents du travail dont les conditions seront au moins égales à celles prévues par la convention. Il est à remarquer que celle-ci ne définit pas l'accident du travail. Le soin de cette définition est laissé au législateur de chaque pays, qui choisira la formule destinée à préciser le lien juridique qui doit exister entre l'accident et le travail.

Les articles 2, 3 et 4 déterminent le champ d'application de la convention. Aux termes de l'article 2, les législations et réglementations sur la réparation des accidents du travail devront s'appliquer à tous les ouvriers, employés ou apprentis occupés par les entreprises, exploitations ou établissements de quelque nature qu'ils soient, publics ou privés. Ce principe général n'est pas absolu. Le même article 2 dispose, en effet, qu'il appartiendra à chaque Etat de prévoir dans sa législation nationale telles exceptions qu'il lui conviendra en ce qui concerne les catégories de personnes énumérées ci-après :

- a) les personnes exécutant des travaux occasionnels étrangers à l'entreprise de l'employeur ;
- b) les travailleurs à domicile ;
- c) les membres de la famille de l'employeur qui travaillent pour le compte de celui-ci et qui habitent sous son toit ;
- d) les travailleurs non manuels dont le gain dépasse une limite qui peut être fixée par la législation nationale.

D'autre part, il résulte des discussions de la Conférence internationale du Travail que le texte du premier alinéa de l'article 2, qui vise seulement les ouvriers, les employés et apprentis occupés par des entreprises, exploitations ou établissements, écarte implicitement le personnel domestique attaché à la personne de l'employeur.

De plus, les articles 3 et 4 spécifient que ne sont pas visés par la convention : 1° les marins et pêcheurs pour lesquels disposera une convention ultérieure ; 2° les personnes qui bénéficient d'un régime spécial au moins équivalent ; 3° les entreprises agricoles.

L'adoption de la convention entraînera nécessairement une modification de la législation belge quant à son champ d'application. On sait, en effet, que la loi du 24 décembre 1903 n'assujettit pas obligatoirement : 1° les exploitations industrielles non comprises dans les catégories énumérées par la loi et occupant habituellement moins de cinq ouvriers ; 2° les entreprises agricoles et commerciales où l'on emploie habituellement moins de trois ouvriers. L'obligation de modifier la législation en ce qui concerne l'extension de son bénéfice à certaines entreprises industrielles et commerciales ne paraît pas devoir faire obstacle à la ratification

de la convention. Si l'exclusion de ces entreprises pouvait s'expliquer autrefois par les difficultés, les hésitations inhérentes à la mise en œuvre d'une législation nouvelle, elle ne se justifie plus à l'heure actuelle. Il est indiscutable que le risque d'accident se manifeste dans la petite industrie, le petit commerce, la petite culture, et l'équité s'oppose à ce que la réparation échappe à certaines victimes d'accidents du travail pour le simple motif qu'elles étaient occupées par des entreprises à personnel peu nombreux. Aussi bien, un projet portant révision des lois relatives aux accidents du travail et qui prévoira l'extension du bénéfice de la réparation à toutes les personnes liées par le contrat de travail régi par la loi du 10 mars 1900 sera-t-il bientôt soumis par le Gouvernement aux Chambres législatives. Peut-être ne pourra-t-on aller dans la voie de l'extension jusqu'à faire bénéficier de la législation sur les accidents tous les travailleurs indistinctement, sans égard à la nature du contrat qui les lie à leur patron et sans égard au genre de risques auxquels ils sont exposés. Mais, dans ce cas, les exceptions qu'il y aurait lieu de prévoir rentreraient certainement dans le cadre de celles qu'autorise la convention.

La Conférence internationale du Travail a estimé qu'il était impossible, dans les conditions actuelles, de fixer des règles internationales en matière d'indemnisation. Le projet de convention ne contient donc aucune disposition relative au montant même de l'indemnité, à la détermination du salaire de base, à l'évaluation des taux d'incapacité. Mais la Conférence a cru devoir envisager la question de la forme de la réparation des accidents du travail et celle du délai de carence.

En ce qui concerne la première de ces questions, le projet de convention, en son article 5, pose le principe du paiement, sous forme de rente, des indemnités dues en cas d'incapacité permanente ou de décès. Toutefois, les législations nationales pourront prévoir la transformation, totale ou partielle, de la rente en capital lorsque la garantie d'un emploi judicieux de ce capital sera fournie aux autorités compétentes. Ces dispositions sont en parfaite concordance avec notre législation actuelle.

Pour ce qui est du délai de carence, l'article 6 stipule que l'indemnité doit être allouée, au plus tard, à partir du cinquième jour après l'accident. On sait qu'en Belgique, le droit à la réparation n'existe que pour autant que l'incapacité ait duré plus d'une semaine. Mais, dans ce cas, l'indemnité est payable, rétroactivement, depuis le jour qui suit l'accident. L'expérience a prouvé que ce système, qui était destiné, dans l'esprit du législateur, à empêcher la fraude, va plutôt, à cause de l'effet rétroactif, à l'encontre du but poursuivi. En fait, la plupart des assureurs paient l'indemnité sans égard au délai de carence. La suppression dudit délai, qui sera d'ailleurs prévue dans le projet de révision de la loi du 24 décembre 1903, satisfait à la fois l'équité et la justice. L'adoption de l'article 6 de la convention ne présente donc pas, au point de vue belge, de réelle importance.

Une question particulière, qui se rapporte à l'indemnisation pécuniaire proprement dite, a cependant retenu l'attention de la Conférence. C'est celle des accidentés très gravement atteints, qui ne peuvent accomplir seuls les actes essentiels de la vie et qui ont constamment besoin de l'assistance d'une autre personne. La proposition d'allouer à ces victimes un supplément d'indemnité a recueilli l'adhésion de la Conférence; elle fait l'objet de l'article 7 de la Convention. Aussi bien le projet de révision de la loi belge portera-t-il une disposition, dans le même sens, qu'il n'est même pas besoin de justifier par les sentiments de pitié qu'inspire naturellement le sort malheureux des grands invalides. En effet, dans

ces cas particulièrement pénibles, il y a lieu de tenir compte des frais résultant des soins prêtés par d'autres personnes, et qui viennent ainsi accroître le dommage éprouvé par la victime.

La discussion de l'important problème de l'organisation de l'Assistance médicale s'est terminée, à la Conférence de Genève par la vote du texte des articles 9 et 10 de la Convention. Sans examiner les différents systèmes d'organisation médicale (par l'employeur lui-même, par les institutions d'assurance contre les accidents, par les institutions d'assurance contre la maladie et l'invalidité) la Conférence a jugé utile d'insérer dans la Convention (article 9) une disposition qui consacre le droit des victimes à l'assistance médicale et à telle assistance chirurgicale et pharmaceutique qui serait reconnue nécessaire par suite des accidents du travail. L'article 10 stipule que les victimes ont également droit à la fourniture et au renouvellement normal, aux frais de l'employeur ou de l'organisme d'assurance, des appareils de prothèse et d'orthopédie dont l'usage sera reconnu nécessaire. A titre exceptionnel, la fourniture et le renouvellement des appareils pourront être remplacés par une indemnité supplémentaire représentant *ex aequo et bono*, la dépense qu'ils occasionneront dans l'avenir. Ces dispositions de la Convention entraîneront certaines modifications de la loi du 24 décembre 1903, notamment en ce qui concerne la durée des prestations médicales et l'emploi d'appareils de prothèse. En fait, dans l'état actuel de notre législation, il est généralement admis que tous les frais nécessités par les traitements reconnus indispensables à la guérison de la victime incombent à l'employeur ou à l'assureur qui lui est subrogé. N'est-il pas normal qu'il en soit ainsi puisque ces frais, exposés dans le but de restituer à la victime la plus grande partie de son intégrité fonctionnelle, ont pour résultat d'alléger la charge des indemnités dues aux victimes? En somme, pour modifier la législation belge dans le sens indiqué par la Convention, il suffira de préciser, afin d'en généraliser complètement l'application, certaines règles qui sont dès aujourd'hui reconnues conformes à l'esprit de la loi en vigueur.

L'article 8 de la Convention pose le principe du contrôle et de la revision des indemnités mais il laisse aux législations nationales le soin d'en régler les modalités d'application.

De même qu'elle n'a pas voulu s'immiscer dans l'administration des divers États, la Conférence a jugé inopportun d'envisager un accord international au sujet des juridictions. Sur ce point, elle a toutefois, dans un projet de recommandation, marqué sa préférence pour des tribunaux spéciaux ou des commissions arbitrales composées de juges, ouvriers et patrons.

Pour ce qui est des garanties du paiement régulier et certain des indemnités aux victimes ou à leur ayants-droit, la convention se borne encore à stipuler (article 11) que les législations nationales contiendront les dispositions les mieux appropriées à cette fin, en tenant compte des conditions particulières de chaque pays. On sait que le législateur belge a institué un système qui donne, au point de vue des dites garanties, toute la sécurité nécessaire.

On peut conclure que rien ne s'oppose, en principe, à la ratification, par la Belgique, de la convention. Celle-ci ne contient aucune disposition qui ne soit conforme à l'esprit de la loi existante ou qui ne réponde à nos tendances nationales vers une amélioration désirable du régime de la réparation des accidents du travail.

III. — PROJET DE CONVENTION CONCERNANT L'ÉGALITÉ DE TRAITEMENT DES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS ET NATIONAUX EN MATIÈRE DE RÉPARATION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL.

L'article 427 du Traité de Paix de Versailles a expressément reconnu comme étant d'une importance essentielle, au point de vue international, d'arriver à établir une uniformité aussi générale que possible dans les conditions de travail des ouvriers des divers pays et, dans cet ordre d'idées, il a énuméré un certain nombre de méthodes propres à assurer un traitement économique équitable à tous les travailleurs résidant dans les pays, membres de l'Organisation Internationale du Travail.

C'est en conformité avec cette tendance que la Conférence de Genève a adopté, à l'unanimité, le texte de l'article 1^{er} du projet de convention qui consacre le principe de l'égalité de traitement en matière de réparation des accidents du travail. Ce texte est simple : tout membre de l'Organisation internationale du Travail qui ratifie la convention s'engage à accorder aux ressortissants de tout autre membre ayant ratifié ladite convention qui seront victimes d'accidents survenus sur son territoire, ou à leurs ayants-droit, le même traitement qu'il assure à ses propres ressortissants.

En outre, cette égalité de traitement doit être accordée aux travailleurs étrangers sans aucune condition de résidence.

Il paraît superflu d'insister sur la portée de ces stipulations, qui sont dictées par un sentiment de justice sociale et dont l'application ne peut qu'être favorable à nos nationaux victimes d'accidents du travail à l'étranger. D'ailleurs, les engagements qu'elles comportent n'imposeront au patronat belge aucune charge nouvelle. On sait, en effet, que notre législation n'établit pas de distinction, en ce qui concerne la réparation des accidents du travail, entre les ouvriers nationaux et étrangers.

L'article 2 de la Convention prévoit le cas spécial des travailleurs occupés d'une manière temporaire ou intermittente sur le territoire d'un État pour le compte d'une entreprise située sur le territoire d'un autre État. Un accord spécial entre les deux États peut prévoir que pour la réparation des accidents survenus à ces travailleurs il sera fait application de la législation de l'État ou ladite entreprise est située.

L'article 3 impose l'obligation d'instituer un régime de réparation dans les pays où un tel régime n'existe pas encore.

Enfin, l'article 4 prévoit que les membres ayant ratifié la convention s'engagent à se prêter mutuelle assistance en vue de faciliter son application, ainsi que l'exécution de leurs lois et règlements respectifs.

On sait que la Belgique a conclu, avec divers pays voisins, des conventions spéciales de réciprocité en matière de réparation des accidents du travail. Ces accords internationaux, qui satisfont aux conditions prévues par le projet de convention, protègent efficacement nos nationaux, très nombreux, qui travaillent dans ces pays. Toutefois, le nombre des ouvriers belges qui sont encore, dans certains autres pays, privés du bénéfice d'une réparation équitable en cas d'accident du travail, est loin d'être négligeable et il est hautement désirable que le projet de convention, adopté à Genève, soit ratifié par tous les membres de l'Organisation internationale du Travail.

Nous avons la confiance, Messieurs, que vous ne manquerez pas de réserver un accueil favorable au projet de loi portant approbation des projets de Conventions envisagés ci-dessus.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

E. VANDERVELDE.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance Sociale,*

J. WAUTERS.

Projet de Convention

concernant la réparation des accidents du travail.

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail de la Société des Nations,

Convoquée à Genève par le Conseil d'Administration du Bureau International du Travail, et s'y étant réunie le 19 mai 1925, en sa septième session,

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à la réparation des accidents du travail, question comprise dans le premier point de l'ordre du jour de la session, et

Après avoir décidé que ses propositions prendraient la forme d'un projet de convention internationale,

adopte, ce dixième jour de juin mil neuf cent vingt-cinq, le Projet de Convention ci-après à ratifier par les membres de l'organisation internationale du Travail conformément aux dispositions de la Partie XIII du Traité de Versailles et des Parties correspondantes des autres Traités de Paix :

ARTICLE PREMIER.

Tout membre de l'Organisation internationale du Travail qui ratifie la présente Convention s'engage à assurer aux victimes d'accidents du travail, ou à leurs ayants droit, des conditions de réparation au moins égales à celles prévues par la présente Convention.

ARTICLE 2.

Les législations et réglementations sur la réparation des accidents du travail devront s'appliquer aux ouvriers, employés ou apprentis occupés par les entreprises, exploitations ou établissements de quelque nature qu'ils soient, publiques ou privés.

Toutefois, il appartiendra à chaque Membre de prévoir dans sa législation nationale telles exceptions qu'il estimera nécessaire en ce qui concerne :

a) les personnes exécutant des travaux occasionnels étrangers à l'entreprise de l'employeur ;

- b) les travailleurs à domicile;
- c) les membres de la famille de l'employeur qui travaillent exclusivement pour le compte de celui-ci et qui vivent sous son toit;
- d) les travailleurs non manuels dont le gain dépasse une limite qui peut être fixée par la législation nationale.

ARTICLE 3.

Ne sont pas visés par la présente Convention :

- 1) les marins et pêcheurs pour lesquels disposera une convention ultérieure;
- 2) les personnes bénéficiant d'un régime spécial au moins équivalant à celui prévu dans la présente Convention.

ARTICLE 4.

La présente Convention ne s'appliquera pas à l'agriculture pour laquelle reste en vigueur la Convention sur la réparation des accidents du travail dans l'agriculture, adoptée par la Conférence internationale du Travail à sa troisième session.

ARTICLE 5.

Les indemnités dues en cas d'accidents suivis de décès ou en cas d'accidents ayant entraîné une incapacité permanente seront payées à la victime ou à ses ayants droit sous forme de rente.

Toutefois, ces indemnités pourront être payées en totalité ou en partie sous forme de capital lorsque la garantie d'un emploi judicieux sera fournie aux autorités compétentes.

ARTICLE 6.

En cas d'incapacité, l'indemnité sera allouée au plus tard à partir du cinquième jour après l'accident, qu'elle soit due par l'employeur, par une institution d'assurance contre les accidents ou par une institution d'assurance contre la maladie.

ARTICLE 7.

Un supplément d'indemnisation sera alloué aux victimes d'accidents atteintes d'incapacité nécessitant l'assistance constante d'une autre personne.

ARTICLE 8.

Les législations nationales prévoieront les mesures de contrôle, ainsi que les méthodes pour la revision des indemnités qui seront jugées nécessaires.

ARTICLE 9.

Les victimes d'accidents du travail auront droit à l'assistance médicale et à telle assistance chirurgicale et pharmaceutique qui serait reconnue nécessaire par suite de ces accidents. Cette assistance médicale sera à la charge soit de l'employeur, soit des institutions d'assurance contre les accidents, soit des institutions d'assurance contre la maladie ou l'invalidité.

ARTICLE 10.

Les victimes d'accidents du travail auront droit à la fourniture et au renouvellement normal, par l'employeur ou l'assureur, des appareils de prothèse et d'or-

thopédie dont l'usage sera reconnu nécessaire. Toutefois, les législations nationales pourront admettre, à titre exceptionnel, le remplacement de la fourniture et du renouvellement des appareils par l'attribution à la victime de l'accident, d'une indemnité supplémentaire déterminée au moment de la fixation ou de la révision du montant de la réparation et représentant le coût probable de la fourniture et du renouvellement de ces appareils.

Les législations nationales prévoieront, en ce qui concerne le renouvellement des appareils, les mesures de contrôle nécessaires, soit pour éviter les abus, soit pour garantir l'affection des indemnités supplémentaires.

ARTICLE 11.

Les législations nationales contiendront les dispositions qui, tenant compte des conditions particulières de chaque pays, seront le mieux appropriées pour assurer en tout état de cause le paiement de la réparation aux victimes des accidents et à leurs ayants droit et pour les garantir contre l'insolvabilité de l'employeur ou de l'assureur.

ARTICLE 12.

Les ratifications officielles de la présente Convention dans les conditions prévues à la Partie XIII du Traité de Versailles et aux Parties correspondantes des autres traités de Paix seront communiquées au Secrétariat Général de la Société des Nations et par lui enregistrées.

ARTICLE 13.

La présente Convention entrera en vigueur dès que les ratifications de deux Membres de l'Organisation Internationale du Travail auront été enregistrées par le Secrétaire général.

Elle ne liera que les Membres dont la ratification aura été enregistrée au Secrétariat.

Par la suite, cette Convention entrera en vigueur pour chaque Membre à la date où sa ratification aura été enregistrée au Secrétariat.

ARTICLE 14.

Aussitôt que les ratifications de deux Membres de l'Organisation Internationale du Travail auront été enregistrées au Secrétariat, le Secrétaire général de la Société des Nations notifiera ce fait à tous les Membres de l'Organisation Internationale du Travail. Il leur notifiera également l'enregistrement des ratifications qui lui seront ultérieurement communiquées par tous autres Membres de l'Organisation.

ARTICLE 15.

Sous réserve des dispositions de l'article 13, tout membre qui ratifie la présente Convention s'engage à appliquer les dispositions des articles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11 au plus tard le 1^{er} janvier 1927 et à prendre telles mesures qui seront nécessaires pour rendre effectives ces dispositions.

ARTICLE 16.

Tout membre de l'Organisation Internationale du Travail qui ratifie la présente Convention s'engage à l'appliquer à ses colonies, possessions ou protectorats, conformément aux dispositions de l'article 421 du Traité de Versailles et des articles correspondants des autres Traités de Paix.

ARTICLE 17.

Tout Membre ayant ratifié la présente Convention peut la dénoncer, à l'expiration d'une période de cinq années après la date de la mise en vigueur initiale de la Convention, par un acte communiqué au Secrétaire Général de la Société des Nations et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée au Secrétariat.

ARTICLE 18.

Le Conseil d'Administration du Bureau International du Travail devra, au moins une fois tous les dix ans, présenter à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente Convention et décidera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de la revision ou de la modification de la dite Convention.

ARTICLE 19.

Les textes français et anglais de la présente Convention feront foi l'un et l'autre.

Le texte qui précède est le texte authentique du Projet de Convention dûment adopté par la Conférence générale de l'Organisation Internationale du Travail dans sa septième session qui s'est tenue à Genève et qui a été déclarée close le 10 juin 1925.

En foi de quoi, ont apposé leurs signatures, le 24 juin 1925 :

Le Président de la Conférence,

Dr Edvard BÉNÉS;

Le Directeur du Bureau International du Travail,

(s) ALBERT THOMAS.

Projet de Convention concernant la Réparation des Maladies Professionnelles.

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail de la Société des Nations,

Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 19 mai 1925, en sa septième session,

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à la réparation des maladies professionnelles, question comprise dans le premier point de l'ordre du jour de la session, et

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'un projet de Convention internationale,

adopte, ce dixième jour de juin mil neuf cent vingt-cinq, le Projet de Convention ci-après à ratifier par les Membres de l'Organisation internationale du Travail conformément aux dispositions de la Partie XIII du Traité de Versailles et des Parties correspondantes des autres Traités de Paix :

ARTICLE I.

Tout Membre de l'Organisation internationale du Travail ratifiant la présente Convention s'engage à assurer aux victimes de maladies professionnelles ou à leurs ayants droit une réparation basée sur les principes généraux de sa législation nationale concernant la réparation des accidents du travail.

Le taux de cette réparation ne sera pas inférieur à celui que prévoit la législation nationale pour les dommages résultant d'accidents du travail. Sous réserve de cette disposition, chaque Membre sera libre, en déterminant dans sa législation nationale les conditions réglant le paiement de la réparation des maladies dont il s'agit, et en appliquant à ces maladies sa législation relative à la réparation des accidents du travail, d'adopter les modifications et adaptations qui lui sembleraient expédientes.

ARTICLE 2.

Tout Membre de l'Organisation internationale du Travail ratifiant la présente Convention s'engage à considérer comme maladies professionnelles les maladies ainsi que les intoxications produites par les substances inscrites sur le tableau ci-après, lorsque ces maladies ou intoxications surviennent à des travailleurs appartenant aux industries ou professions qui y correspondent dans ledit tableau et résultent du travail dans une entreprise assujettie à la législation nationale.

TABLEAU.

Liste des maladies et des substances toxiques.	Liste des industries ou professions correspondantes.
Intoxication par le plomb, ses alliages ou ses composés, avec les conséquences directes de cette intoxication.	Traitement des minerais contenant du plomb, y compris les cendres plombées d'usines à zinc. Fusion du vieux zinc et du plomb en saumon. Fabrication d'objets en plomb fondu ou en alliages plombifères. Industries polygraphiques. Fabrication des composés de plomb. Fabrication et réparation des accumulateurs. Préparation et emploi des émaux contenant du plomb. Polissage au moyen de limaille de plomb ou de potée plombifère. Travaux de peinture comportant la préparation ou la manipulation d'enduits, de mastics ou de teintes contenant des pigments de plomb.
Intoxication par le mercure, ses amalgames et ses composés, avec les conséquences directes de cette intoxication.	Traitement des minerais de mercure. Fabrication des composés de mercure.

Infection charbonneuse.

Fabrication des appareils de mesure ou de laboratoire.

Préparation des matières premières pour la chapellerie.

Dorure au feu.

Emploi des pompes à mercure pour la fabrication des lampes à incandescence.

Fabrication des amorces au fulminate de mercure.

Ouvriers en contact avec des animaux charbonneux

Manipulation de débris d'animaux.

Chargement, déchargement ou transport de marchandises.

ARTICLE 3.

Les ratifications officielles de la présente Convention dans les conditions prévues à la Partie XIII du Traité de Versailles et aux Parties correspondantes des autres Traités de Paix seront communiquées au Secrétaire général de la Société des Nations et par lui enregistrées.

ARTICLE 4.

La présente Convention entrera en vigueur dès que les ratifications de deux Membres de l'Organisation internationale du Travail auront été enregistrées par le Secrétaire général.

Elle ne liera que les Membres dont la ratification aura été enregistrée au Secrétariat.

Par la suite cette Convention entrera en vigueur pour chaque Membre à la date où sa ratification aura été enregistrée au Secrétariat.

ARTICLE 5.

Aussitôt que les ratifications de deux Membres de l'Organisation internationale du Travail auront été enregistrées au Secrétariat, le Secrétaire général de la Société des Nations notifiera ce fait à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail. Il leur notifiera également l'enregistrement des ratifications qui lui seront ultérieurement communiquées par tous autres Membres de l'Organisation.

ARTICLE 6.

Sous réserve des dispositions de l'article 4, tout Membre qui ratifie la présente Convention s'engage à appliquer les dispositions des articles 1 et 2 au plus tard le 1^{er} janvier 1927 et à prendre telles mesures qui seront nécessaires pour rendre effectives ces dispositions.

ARTICLE 7.

Tout Membre de l'Organisation internationale du Travail qui ratifie la présente Convention s'engage à l'appliquer à ses colonies, possessions et protectorats, conformément aux dispositions de l'article 421 du Traité de Versailles et des articles correspondants des autres Traités de Paix.

ARTICLE 8.

Tout Membre ayant ratifié la présente Convention peut la dénoncer, à l'expiration d'une période de cinq années après la date de la mise en vigueur initiale de la Convention, par un acte communiqué au Secrétaire général de la Société des Nations et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée au Secrétariat.

ARTICLE 9.

Le Conseil d'administration du Bureau international du Travail devra, au moins une fois tous les dix ans, présenter à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente Convention et décidera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de la revision ou de la modification de la dite Convention.

ARTICLE 10.

Les textes français et anglais de la présente Convention feront foi l'un et l'autre.

Le texte qui précède est le texte authentique du Projet de Convention dûment adopté par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail dans sa septième session, qui s'est tenue à Genève et qui a été déclarée close le 10 juin 1925.

En foi de quoi, ont apposé leurs signatures, le 24 juin 1925 :

Le Président de la Conférence,

D^r Edvard BÉNÈS.

*Le Directeur du Bureau International
du Travail,*

Albert THOMAS.

**Projet de convention concernant l'égalité de traitement des
travailleurs étrangers et nationaux en matière de répara-
tion des accidents du travail.**

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail de la Société des Nations.

Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 19 mai 1925, en sa septième session.

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à l'égalité de traitement des travailleurs nationaux et étrangers victimes d'accidents du travail, deuxième question inscrite à l'ordre du jour de la session, et

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'un projet de convention internationale,
adopte, ce cinquième jour de juin mil-neuf-cent-vingt-cinq, le projet de Conven-

tion ci-après à ratifier par les Membres de l'Organisation internationale du Travail conformément aux dispositions de la Partie XIII du Traité de Versailles et des Parties correspondantes des autres Traités de Paix :

ARTICLE PREMIER.

Tout Membre de l'Organisation internationale du Travail qui ratifie la présente Convention s'engage à accorder aux ressortissants de tout autre Membre ayant ratifié ladite Convention qui seront victimes d'accidents du travail survenus sur son territoire, ou à leurs ayants droit, le même traitement qu'il assure à ses propres ressortissants en matière de réparation des accidents du travail.

Cette égalité de traitement sera assurée aux travailleurs étrangers et à leurs ayants droit sans aucune condition de résidence. Toutefois, en ce qui concerne les paiements qu'un Membre ou ses ressortissants auraient à faire en dehors du territoire dudit Membre en vertu de ce principe, les dispositions à prendre seront réglées, si cela est nécessaire, par des arrangements particuliers pris avec les Membres intéressés.

ARTICLE 2.

Pour la réparation des accidents du travail survenus à des travailleurs occupés d'une manière temporaire ou intermittente sur le territoire d'un Membre pour le compte d'une entreprise située sur le territoire d'un autre Membre, il peut être prévu qu'il sera fait application de la législation de ce dernier par accord spécial entre les Membres intéressés.

ARTICLE 3.

Les Membres qui ratifient la présente Convention et chez lesquels n'existe pas un régime d'indemnisation ou d'assurance forfaitaires des accidents du travail conviennent d'instituer un tel régime dans un délai de trois ans à dater de leur ratification.

ARTICLE 4.

Les Membres qui ratifient la présente Convention s'engagent à se prêter mutuellement assistance en vue de faciliter son application, ainsi que l'exécution de leurs lois et règlements respectifs en matière de réparation des accidents du travail, et à porter à la connaissance du Bureau international du Travail, qui en informera les autres Membres intéressés, toute modification dans les lois et règlements en vigueur en matière de réparation des accidents du travail.

ARTICLE 5.

Les ratifications officielles de la présente Convention dans les conditions prévues à la Partie XIII du Traité de Versailles et aux Parties correspondantes des autres Traités de Paix seront communiquées au Secrétaire Général de la Société des Nations et par lui enregistrées.

ARTICLE 6.

La présente convention entrera en vigueur dès que les ratifications de deux Membres de l'Organisation internationale du Travail auront été enregistrées par le Secrétaire général.

Elle ne liera que les Membres dont la ratification aura été enregistrée au Secrétariat.

Par la suite, cette Convention entrera en vigueur pour chaque Membre à la date où sa ratification aura été enregistrée au Secrétariat.

ARTICLE 7.

Aussitôt que les ratifications de deux Membres de l'Organisation internationale du Travail auront été enregistrées au Secrétariat, le Secrétaire général de la Société des Nations notifiera ce fait à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail. Il leur notifiera également l'enregistrement des ratifications qui lui seront ultérieurement communiquées par tous autres Membres de l'Organisation.

ARTICLE 8.

Sous réserve des dispositions de l'article 6, tout Membre qui ratifie la présente Convention s'engage à appliquer les dispositions des articles 1, 2, 3 et 4 au plus tard le 1^{er} janvier 1927, et à prendre telles mesures qui seront nécessaires pour rendre effectives ces dispositions.

ARTICLE 9.

Tout Membre de l'Organisation internationale du Travail qui ratifie la présente convention s'engage à l'appliquer à ses colonies, possessions ou protectorats, conformément aux dispositions de l'article 421 du Traité de Versailles et des articles correspondants des autres Traités de Paix.

ARTICLE 10.

Tout Membre ayant ratifié la présente Convention peut la dénoncer, à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la Convention, par un acte communiqué au Secrétariat général de la Société des Nations et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée au Secrétariat.

ARTICLE 11.

Le Conseil d'administration du Bureau international du Travail devra, au moins une fois tous les dix ans, présenter à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente Convention et décidera s'il y a lieu d'insérer à l'ordre du jour de la Conférence la question de la revision ou de la modification de ladite Convention.

ARTICLE 12.

Les Textes français et anglais de la présente Convention feront foi l'un et l'autre.

Le texte qui précède est le texte authentique du Projet de Convention dûment adopté par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail dans sa septième session qui s'est tenue à Genève et qui a été déclarée close le 10 juin 1925.

En foi de quoi, ont apposé leurs signatures, le 24 juin 1925,

Le Président de la Conférence,

Dr. Eduard BÉXÈS.

Le Directeur du Bureau International du Travail,

Albert THOMAS.

(16)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 FEBRUARI 1926.

Wetsontwerp

tot goedkeuring der ontwerpen van Overeenkomst opgemaakt te Genève door de Internationale Arbeidsconferentie en betreffende respectievelijk het herstel van schade veroorzaakt door beroepsziekten, het herstel van arbeidsongevallen en de gelijkheid van behandeling der vreemde en nationale arbeiders in zake herstel van arbeidsongevallen.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

In den loop van haren zevenden zitting gehouden te Genève van 19 Mei tot 10 Juni 1925, heeft de Internationale Arbeidsconferentie ontwerpen van overeenkomsten aangenomen betreffende het herstel van schade veroorzaakt door beroepsziekten, het herstel van arbeidsongevallen en de gelijkheid van behandeling der vreemde en nationale arbeiders, slachtoffers van arbeidsongevallen.

Wij hebben de eer, Mijne Heeren, deze ontwerpen thans aan uwe beraadslagingen te onderwerpen.

* * *

Zooals het u bekend is, maakt de kwestie bedoeld in het eerste dezer ontwerpen, namelijk het herstel van schade veroorzaakt door beroepsziekten, een vraagstuk uit waarvan de oplossing in verschillende landen uitgesteld is geworden wegens de bijzondere moeilijkheden die het biedt.

Het lijkt geen twijfel dat de Belgische Regeering het beroepsrisico ziekte terzelfder tijd als het beroepsrisico ongeval zou gedekt hebben bij het opmaken van de wet op dit laatste onderwerp, indien er zich geene op dat oogenblik onoverkomelijk geachte hinderpalen tegen de verwezenlijking van dit werk van billijkheid verzet hadden.

De voornaamste moeilijkheden die zich in zake verzekering verzetten tegen de gelijkstelling van de beroepsziekten met de arbeidsongevallen zijn de volgende :

Men weet dat er geen werkelijk voldoende bepaling van de beroepsziekten bestaat, noch een criterium dat kan dienen om in al de gevallen en met juistheid de etiologische diagnose van de vastgestelde ziekteverschijnselen te bepalen. Daaruit volgt dat de beroepsziekte zich minder gemakkelijk dan het werkongeval leent voor de toepassing van een stelsel van billijke schadeloosstelling.

De beroepsziekte, daarin verschillend van het arbeidsongeval, doet zich bijna nooit plotseling voor en begint gewoonlijk niet tijdens het werk. Zekere chronische vergiftigingen kunnen lang verborgen blijven en er wordt geregeld vastgesteld dat hunne ernstigste verschijnselen zich soms pas verscheidene

maanden of zelfs verscheidene jaren nadat het ongezone werk opgegeven is, voordoen. Bovendien verschillen de pathologische verschijnselen van een in zijn oorsprong professioneel ziektegeval niet altijd voldoende van de kenteekenen eener soortgelijke aan een andere oorzaak te wijten ziekte. Tevens dient er opgemerkt te worden dat de etiologie van een ziektegeval gemengd kan zijn, doordat dit laatste tegelijk uit het beroep en uit een gewone oorzaak voortvloeit.

Deze overwegingen, die niet betwist kunnen worden, toonen aan dat het niet mogelijk is al de ziektegevallen, waarvan de oorsprong werkelijk in het beroep schijnt te liggen, van een bijzondere schadeloosstelling te doen genieten, omdat het in de meeste dier gevallen bezwaarlijk is dezen professionneelen oorsprong onwederlegbaar te bewijzen. Deze toestanden zijn verreweg de talrijkste en de schade die zij doen ontstaan kan slechts vergoed worden binnen het kader van een wet op de verzekering tegen de gewone ziekte.

Echter heeft, niettegenstaande deze moeilijkheden, en dank zij het verkrijgen van meer en meer juiste begrippen over de beroepspathologie, de wetgeving in het buitenland einigen vooruitgang gemaakt; reeds wordt in zekere streken het herstel bij de wet opgelegd en verzekert deze eene vergoeding aan de slachtoffers der voornaamste door den arbeid veroorzaakte ziekten.

In België had een wetsontwerp, sedert verscheidene jaren in voorbereiding, reeds vóór het bijeenkomen van de 7^e Internationale Arbeidsconferentie in 1925, de goedkeuring der Regeering verkregen.

In deze omstandigheden werd te Genève het groote internationale debat aangaande deze kwestie geopend. Van het begin af der gedachtenwisselingen in den schoot der bijzondere commissie werd men het eenparig eens over de noodzakelijkheid de schade veroorzaakt door de beroepsziekten te herstellen en aan de slachtoffers dezer ziekten vergoedingen te verzekeren ten minste gelijk aan degene die men verleent aan de slachtoffers van arbeidsongevallen. Door dezen eenstemmigen goeden wil van de vertegenwoordigers der regeeringen, der patroons en der werklieden, werd de taak der bijeengekomen deskundigen tamelijk gemakkelijk en was de gansche Commissie bij het einde harer werkzaamheden in staat aan de algemeene vergadering der Conferentie een ontwerp van overeenkomst voor te leggen dat gesteund werd door al de leden die aan het opmaken daarvan hadden medegewerkt.

Op hare beurt bekrachtigde de algemeene vergadering der Conferentie met bijna eenparige stemmen de voorstellen die haar waren onderworpen en om terdege aan te toonen dat het haar wensch was deze besluiten zoo spoedig mogelijk verwezenlijkt te zien, nam zij aan nog hetzelfde jaar over te gaan tot de tweede lezing van het ontwerp van overeenkomst. Men heeft dus het recht te verklaren dat de 7^e Internationale Arbeidsconferentie te Genève, in 1925, eenparig den levendigen wensch heeft te kennen gegeven aangaande de beroepsziekten de internationale verstandhouding verwezenlijkt te zien, zooals die uit hare besluiten voortvloeit.

De Belgische Regeering, bezorgd om zoo spoedig mogelijk op te treden ten gunste der slachtoffers van beroepsziekten, zal bij het begin van den aanstaanden parlementairen zitting een wetsontwerp neerleggen betreffende deze bijzondere verzekering en zal bij het Parlement aandringen op het onmiddellijk in bespreking nemen van deze wet die op een volmaakte wijze strookt met het te Genève aangenomen ontwerp van internationale overeenkomst.

Het is in deze omstandigheden en om aan de slachtoffers van beroepsziekten een formeele verzekering harer zorg te geven dat de Regeering het wetsontwerp tot goedkeuring der overeenkomst waarvan sprake neerlegt.

II. — ONTWERP VAN OVEREENKOMST BETREFFENDE HET HERSTEL VAN ARBEIDSONGEVALLEN.

De beschikkingen van dit ontwerp doen geen afbreuk aan de economie der Belgische wetten op de arbeidsongevallen. Dit laat zich verklaren enerzijds, door de reden dat ons land op dit gebied reeds een milde wetgeving geniet en anderzijds, door het feit dat de Internationale Arbeidsconferentie zich heeft moeten bepalen bij het uitbrengen van algemeene en middelbare formules die gemakkelijk zouden kunnen aangenomen worden door een zeker aantal Staten waarvan de arbeiders nog geene voldoende bescherming genieten. Zij heeft echter in het ontwerp van overeenkomst verschillende regels neergeschreven waarvan de toepassing, zelfs voor landen waarvan de wetgeving meer gevorderd is, een nieuwen stap op den weg van den vooruitgang, zou uitmaken.

Artikel 1 van het ontwerp stelt het algemeen beginsel op volgens hetwelk de Staten verplicht zijn een stelsel van herstel van arbeidsongevallen toe te passen waarvan de voorwaarden ten minste gelijk zullen zijn aan deze voorzien in de overeenkomst. Er valt op te merken dat deze laatste geene bepaling geeft van het arbeidsongeval. De zorg van deze bepaling wordt overgelaten aan den wetgever van elk land, die de formule zal kiezen bestemd om nauwkeurig vast te stellen welk juridisch verband er tusschen het ongeval en den arbeid moet bestaan.

Artikels 2, 3 en 4 bepalen het toepassingsgebied der overeenkomst. Luidens artikel 2, moeten de wetten en reglementen op het herstel van arbeidsongevallen van toepassing zijn op al de werklieden, bedienden of leerjongens in dienst bij ondernemingen, exploitatiën of inrichtingen van welken aard ook, openbare of private. Dit algemeen beginsel is niet absoluut. Hetzelfde artikel 2 bepaalt immers dat iedere Staat in zijn eigen wetten zulke uitzonderingen zal dienen te voorzien als hij geschikt zal achten wat betreft de hierna opgesomde categorieën van personen :

- a) personen die bijwerk verrichten dat vreemd is aan de onderneming van den werkgever ;
- b) arbeiders die huisarbeid verrichten ;
- c) de familieleden van den werkgever die voor dezes rekening werken en in zijn huis wonen ;
- d) arbeiders die geen handenarbeid verrichten en wier verdienste eene grens overschrijdt die door de nationale wetgeving mag worden vastgesteld.

Van den anderen kant blijkt uit de besprekingen der Internationale Arbeidsorganisatie dat de tekst der eerste alinea van art. 2, die enkel de werklieden, de bedienden en leerjongens in dienst bij ondernemingen, exploitatiën of inrichtingen beoogt, het aan den persoon van den werkgever gehechte huispersoneel stilzwijgend ter zijde stelt.

Bovendien bepalen art. 3 en 4 dat de overeenkomst niet van toepassing is op : 1° zeelieden en visschers, voor wie eene latere overeenkomst zal gelden ; 2° personen die het voordeel genieten van een bijzonder regime dat ten minste gelijkwaardig is ; 3° landbouwondernemingen.

De aanneming der overeenkomst zal noodzakelijkerwijze eene wijziging der Belgische wetgeving wat betreft haar toepassingsgebied als gevolg hebben. Men weet immers dat de wet van 24 December 1903 niet op verplichtende wijze geldt voor : 1° nijverheidsondernemingen die niet behooren tot de categorieën opgesomd door de wet en die gewoonlijk min dan vijf werklieden in dienst hebben ; 2° landbouw- en handelsondernemingen waar gewoonlijk min dan drie werk-

lieden gebruikt worden. De verplichting de wet te wijzigen wat betreft de uitbreiding van haar voordeel tot zekere nijverheids- en handelsondernemingen schijnt de bekrachtiging der overeenkomst niet in den weg te moeten staan. Indien de uitsluiting dezer ondernemingen zich destijds kon laten begrijpen door de moeilijkheden, de aarzelingen verbonden aan het opmaken eener nieuwe wetgeving, is zij op dit oogenblik niet meer te rechtvaardigen. Het is onbetwistbaar dat het ongevalsrisico bestaat in de kleine nijverheid, den kleinhandel, de kleine cultuur en de rechtvaardigheid verzet er zich tegen dat het herstel aan zekere slachtoffers van arbeidsongevallen zou ontgaan om de eenvoudige reden dat zij in dienst waren bij ondernemingen die met een weinig talrijk personeel werken. Ook zal er weldra door de Regeering aan de Wetgevende Kamers een ontwerp worden onderworpen tot herziening der wetten betreffende de arbeidsongevallen en waarbij de uitbreiding van het voordeel van het herstel zal worden voorzien tot al de personen die gebonden zijn door het arbeidcontract beheerscht door de wet van 10 Maart 1900. Misschien zal men het, wat deze uitbreiding betreft, niet zooverre kunnen brengen dat het voordeel der wet op de ongevallen zal verzekerd worden aan alle arbeiders zonder onderscheid, zonder rekening te houden met den aard van het contract dat hen aan hun patroon bindt noch met den aard der gevaren waaraan zij blootgesteld zijn. Maar, in dit geval, zouden de uitzonderingen die zouden moeten voorzien worden, zeker binnen het kader vallen van deze welke door de overeenkomst worden toegestaan.

De Internationale Arbeidsconferentie heeft geoordeeld dat het in de huidige omstandigheden onmogelijk was in zake schadeloosstelling internationale regels vast te stellen. Het ontwerp van overeenkomst bevat derhalve geene enkele beschikking betreffende het bedrag zelf der vergoeding, de vaststelling van het grondsalaris, de raming der graden van onbekwaamheid om te werken. Maar de Conferentie heeft gemeend de kwestie van den vorm van het herstel der arbeidsongevallen alsmede deze van den wachttijd te moeten overwegen.

Wat de eerste dezer kwestien betreft, stelt het ontwerp van overeenkomst, in zijn artikel 5, het beginsel vast der betaling, onder den vorm van rente, van de vergoedingen verschuldigd in geval van blijvende onbekwaamheid of van overlijden. Evenwel mogen de nationale wetten de algemeene of gedeeltelijke omzetting der rente in kapitaal voorzien, wanneer aan de bevoegde overheden de waarborg van een verstandig gebruik van dit kapitaal gegeven wordt. Deze beschikkingen zijn in volkomen overeenstemming met onze huidige wetten.

Wat den wachttijd betreft, bepaalt artikel 6 dat de vergoeding ten laatste te rekenen van den vijfden dag na het ongeval moet toegekend worden. Men weet dat in België het recht op herstel slechts bestaat voor zooverre de onbekwaamheid meer dan een week geduurd heeft. Maar in dit geval is de vergoeding betaalbaar met terugwerkende kracht te rekenen van den dag volgend op het ongeval. De ondervinding heeft geleerd dat dit stelsel dat, in den geest van den wetgever, bestemd was om bedrog te verhinderen, eerder ter oorzaak van de terugwerkende kracht het nagestreefde doel tegenwerkt. In de praktijk betalen de meeste verzekeraars de vergoeding zonder rekening te houden met den wachttijd. De afschaffing van dezen wachttijd, die trouwens in het ontwerp van herziening der wet van 24 December 1903 zal voorzien worden, voldoet te gelijk aan de billijkheid en aan de rechtvaardigheid. Van Belgisch standpunt uit is de aanneming van artikel 6 der overeenkomst dus niet van wezenlijk belang.

Eene bijzondere kwestie, die betrekking heeft op de eigenlijk gezegde geldelijke schadeloosstelling, heeft nochtans de aandacht der Conferentie gaande gemaakt.

Het is de kwestie der zeer zwaar getroffen verongelukten, die niet in staat zijn alleen de noodzakelijke levensverrichtingen te doen en die gestadig de hulp van een anderen persoon noodig hebben. Het voorstel aan deze slachtoffers een bijkomende vergoeding toe te kennen heeft de goedkeuring der Conferentie medege dragen; dit voorstel maakt het voorwerp uit van artikel 7 der overeenkomst. Ook zal het ontwerp van herziening der Belgische wet eene beschikking bevatten in denzelfden zin die zelfs niet hoeft te worden gerechtvaardigd door de gevoelens van medelijden die het ongelukkig lot der groote gebrekkigen van zelf opwekt. In deze bijzonder pijnlijke gevallen dient er immers rekening gehouden met de kosten veroorzaakt door de zorgen gegeven door andere personen en die aldus de door het slachtoffer ondergane schade komen vergrooten.

De bespreking van het gewichtige vraagstuk der inrichting van de geneeskundige hulp liep ter Conferentie van Genève uit op de aanneming van artikels 9 en 10 der overeenkomst. Zonder de verschillende stelsels van geneeskundige inrichting te onderzoeken (door den werkgever zelf, door de inrichtingen van verzekering tegen ongevallen, door de inrichtingen van verzekering tegen ziekte en gebrekkigheid) heeft de Conferentie het nuttig geoordeeld in de Overeenkomst (artikel 9) eene beschikking in te lassen bevestigend het recht der slachtoffers op geneeskundigen bijstand en op den heilkundigen en pharmaceutischen bijstand die ten gevolge der arbeidsongevallen noodzakelijk zou erkend worden. Artikel 10 bepaalt dat de slachtoffers eveneens recht hebben op de levering en de normale vernieuwing, op de kosten van den werkgever of van de verzekeringsinrichting, der prothese- en orthopaedische toestellen waarvan het gebruik noodzakelijk zal erkend zijn. Bij uitzondering zullen de levering en de vernieuwing der toestellen mogen vervangen worden door eene bijkomende vergoeding vertegenwoordigend, *ex aequo et bono*, de uitgave die zij in de toekomst zullen veroorzaken. Deze beschikkingen der overeenkomst zullen zekere wijzigingen van de wet van 24 December 1903 medebrengen, onder andere wat betreft den duur der geneeskundige zorgen en het gebruik van prothese-toestellen. Feitelijk wordt er, in den huidige staat onzer wetgeving, over het algemeen aangenomen dat de kosten veroorzaakt door de behandelingen die als onmisbaar erkend zijn voor de genezing van het slachtoffer, ten laste vallen van den werkgever of van den verzekeraar die hem vervangt. En is zulks niet normaal, vermits deze kosten, gedaan met het doel aan het slachtoffer het grootste deel van zijn functioneele gaafheid terug te geven, als uitslag hebben den last der aan de slachtoffers verschuldigde vergoedingen te verlichten? Per slot van rekening zal het, met het oog op de wijziging der Belgische wet in den zin aangeduid door de overeenkomst, volstaan zekere regels die van nu af erkend zijn als overeenstemmend met den geest der van kracht zijnde wet, nader te bepalen ten einde de toepassing er van volkomen algemeen te maken.

Artikel 8 der overeenkomst stelt het beginsel op van het toezicht over en de herziening van de vergoedingen, maar het laat aan de nationale wetgevingen de zorg over er de wijze van toepassing van te regelen.

Evenmin als zij zich heeft willen bemoeien met de administratie der verschillende Staten, heeft de Conferentie het wenschelijk geoordeeld een internationaal akkoord betreffende de rechtscollegiën in overweging te nemen. Op dit punt heeft zij echter, in een ontwerp van aanbeveling, hare voorkeur doen kennen voor bijzondere rechtbanken of scheidsrechterlijke commissies samengesteld uit rechters, werklieden en patroons.

Wat betreft de waarborgen voor het regelmatig en zeker uitbetalen der vergoe-

dingen aan de slachtoffers of aan hunne rechthebbenden vergenoegt de overeenkomst zich verder met te bepalen (artikel 14) dat de nationale wetten de te dien einde meest geschikte beschikkingen moeten bevatten, daarbij rekening houdend met de bijzondere omstandigheden van elk land. Men weet dat de Belgische wetgever een stelsel ingebracht heeft dat ten opzichte van gezegde waarborgen al de noodige zekerheid verschaft.

Er mag worden besloten dat er zich in beginsel niets verzet tegen de bekrachtiging der overeenkomst door België. Deze laatste bevat geene enkele beschikking die niet overeenstemt met den geest der bestaande wet of die niet strookt met ons nationaal streven naar eene wenschelijke verbetering van het regime van herstel der arbeidsongevallen.

III. — ONTWERP VAN OVEREENKOMST BETREFFENDE DE GELIJKHEID VAN BEHANDELING DER VREEMDE EN NATIONALE ARBEIDERS IN ZAKE HERSTEL VAN ARBEIDSONGEVALLEN.

Artikel 427 van het Vredesverdrag van Versailles heeft uitdrukkelijk erkend dat het uit internationaal oogpunt van een hoofdzakelijk belang is te komen tot een zoo algemeen mogelijke uniformiteit in de arbeidsvoorwaarden der werklieden van de verschillende landen en, in dezen gedachtengang, heeft het een zeker aantal methoden opgesomd die geschikt zijn een billijke economische behandeling te verzekeren aan al de werklieden die in de landen Leden der Internationale Arbeidsorganisatie verblijven.

In overeenkomst met deze strekking heeft de Conferentie van Genève, met eenparigheid van stemmen, den tekst aangenomen van artikel 1 van het ontwerp van overeenkomst dat het beginsel der gelijkheid van behandeling in zake herstel van arbeidsongevallen huldigt. Deze tekst is eenvoudig: elk Lid van de Internationale Arbeidsorganisatie dat de overeenkomst bekrachtigt, verbindt zich aan de onderhoorigen van elk ander Lid, hebbende gezegde overeenkomst bekrachtigd, die slachtoffers zijn van ongevallen op zijn grondgebied voorgekomen of aan hunne rechthebbenden, dezelfde behandeling te verleenen als die het aan zijn eigen onderhoorigen verzekert. Bovendien moet deze gelijkheid van behandeling verleend worden aan de vreemde arbeiders zonder eenige voorwaarde van verblijf.

Het schijnt overbodig aan te dringen op de draagwijdte dezer bepalingen, die ingegeven zijn door een gevoel van maatschappelijke rechtvaardigheid en waarvan de toepassing niet anders dan gunstig kan zijn voor onze landgenooten slachtoffers van arbeidsongevallen in het buitenland. Overigens de verplichtingen die zij met zich brengen zullen aan het Belgische patronaat geen enkelen nieuwen last opleggen. Het is immers bekend dat onze wetgeving, wat betreft het herstel van arbeidsongevallen, geen onderscheid maakt tusschen de nationale en de vreemde werklieden.

Artikel 2 der Overeenkomst voorziet het bijzonder geval der werklieden die tijdelijk of bij tussenpoozen werkzaam zijn op het grondgebied van eenen Staat voor rekening van een onderneming gelegen op het grondgebied van eenen anderen Staat. Een afzonderlijk akkoord tusschen beide Staten kan voorzien dat voor het herstel van de ongevallen aan deze arbeiders overkomen, de wetten van den Staat waar gezegde onderneming is gelegen, zullen toegepast worden.

Artikel 3 legt de verplichting op een regime van herstel in te richten in de landen waar een dergelijk regime nog niet bestaat.

Ten slotte voorziet artikel 4 dat de Leden die de overeenkomst bekrachtigd hebben er zich toe verplichten elkander onderlinge hulp te verleen en ten einde hare toepassing alsmede de uitvoering hunner onderscheidenlijke wetten en reglementen te vergemakkelijken.

Men weet dat België met verschillende naburige landen afzonderlijke overeenkomsten van wederkeerigheid in zake arbeidsongevallen heeft gesloten. Deze internationale akkoorden, die voldoen aan de voorwaarden voorzien door het ontwerp van overeenkomst, beschermen op afdoende wijze onze zeer talrijke landgenooten die in deze landen werken. Echter is het aantal der Belgische werklieden die in zekere andere landen nog verstoken zijn van het voordeel van een billijke vergoeding in geval van arbeidsongeval verre van onbelangrijk en is het ten eerste wenschelijk dat het te Genève aangenomen ontwerp van overeenkomst door al de Leden van de Internationale Arbeidsorganisatie bekrachtigd worde.

Wij vertrouwen, Mijne Heeren, dat gij niet zult nalaten een gunstig onthaal te verleen en aan het wetsontwerp tot goedkeuring der hierboven bedoelde ontwerpen van Overeenkomsten.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

E. VANDERVELDE.

*De Minister van Nijverheid, Arbeid en
Maatschappelijke Voorzorg,*

J. WAUTERS.

Ontwerp van Overeenkomst

betreffende het herstel van arbeidsongevallen.

De Algemeene Conferentie van de Internationale Arbeidsorganisatie van den Volkenbond,

Bijengeroepen te Genève door den Beheerraad van het Internationaal Arbeidsbureau, en aldaar vergaderd hebbend op 19 Mei 1925, in haar zevenden zitting,

Na besloten te hebben verschillende voorstellen aan te nemen betreffende het herstel van arbeidsongevallen, welke aangelegenheid vervat is in het eerste punt der dagorde van den zitting, en

Na besloten te hebben dat hare voorstellen den vorm zouden aannemen van een ontwerp van internationale overeenkomst,

Neemt op dezen tienden dag van Juni negentien honderd vijf en twintig het navolgend Ontwerp van Overeenkomst aan, dat bekrachtigd behoort te worden door de Leden der Internationale Arbeidsorganisatie overeenkomstig de beschikkingen van Deel XIII van het Verdrag van Versailles en van de overeenstemmende Deelen der andere Vredesverdragen :

ARTIKEL EÉN.

Ieder Lid der Internationale Arbeidsorganisatie dat deze Overeenkomst bekrachtigt, neemt de verplichting op zich aan de slachtoffers van arbeidsongevallen of

aan hunne rechthebbenden voorwaarden van herstel te verzekeren die ten minste gelijk zijn aan deze voorzien door onderhavige Overeenkomst.

ARTIKEL 2.

De wetten en reglementen op het herstel van arbeidsongevallen zullen moeten van toepassing zijn op werklieden, bedienden of leerjongens in den dienst van ondernemingen, exploitatiën of inrichtingen van welken aard ook, openbare of private.

Evenwel zal het de taak van elk Lid zijn in zijne nationale wetgeving de uitzonderingen te voorzien die het noodig zal achten wat betreft :

a) de personen die bijwerk verrichten dat vreemd is aan de onderneming van den werkgever ;

b) de arbeiders die huisarbeid verrichten ;

c) de familieleden van den werkgever die uitsluitend voor dezes rekening werken en in zijn huis wonen ;

d) de arbeiders die geen handenarbeid verrichten en wier verdienste eene grens overschrijdt die door de nationale wetgeving mag worden vastgesteld.

ARTIKEL 3.

Worden door deze Overeenkomst niet bedoeld :

1) De zeelieden en visschers, die het voorwerp zullen uitmaken van eene latere overeenkomst ;

2) De personen die het voordeel genieten van een bijzonder regime dat ten minste gelijkwaardig is aan dat voorzien door deze Overeenkomst.

ARTIKEL 4.

Deze Overeenkomst zal niet van toepassing zijn op den landbouw, waarvoor de Overeenkomst betreffende het herstel van arbeidsongevallen in den landbouw, aangenomen door de Internationale Arbeidsconferentie tijdens haren derden zitting, van kracht blijft.

ARTIKEL 5.

De vergoedingen verschuldigd voor ongevallen met doodelijken afloop of voor ongevallen die eene blijvende onbekwaamheid als gevolg hebben, zullen aan het slachtoffer of aan zijne rechthebbenden in den vorm eener rente worden uitbetaald.

Deze vergoedingen zullen echter geheel of gedeeltelijk mogen betaald worden in den vorm van kapitaal, wanneer de waarborg van een verstandig gebruik aan de bevoegde overheden wordt verstrekt.

ARTIKEL 6.

In geval van onbekwaamheid, zal de vergoeding ten laatste te rekenen van den vijftenden dag na het ongeval toegekend worden, hetzij zij door den werkgever, door eene maatschappij van verzekering tegen ongevallen of door eene instelling van verzekering tegen ziekte verschuldigd zij.

ARTIKEL 7.

Eene bijkomende vergoeding zal toegekend worden aan de slachtoffers van ongevallen wier onbekwaamheid de voortdurende hulp van een anderen persoon noodzakelijk maakt.

ARTIKEL 8.

De nationale wetten zullen de contrôle-maatregelen alsmede de methodes voor de herziening der vergoedingen voorzien welke noodig zullen geacht worden.

ARTIKEL 9.

De slachtoffers van arbeidsongevallen zullen recht hebben op geneeskundigen bijstand en op den heilkundigen en pharmaceutischen bijstand die ten gevolge van deze ongevallen noodig zou erkend zijn. Deze geneeskundige bijstand zal ten laste zijn hetzij van den werkgever, hetzij van de instellingen van verzekering tegen ongevallen, hetzij van de instellingen van verzekering tegen ziekte of invaliditeit.

ARTIKEL 10.

De slachtoffers van arbeidsongevallen zullen recht hebben op de levering en op de normale vernieuwing, door den werkgever of den verzekeraar, der protheses en orthopaedische toestellen, waarvan het gebruik noodzakelijk zal erkend zijn. De nationale wetten zullen evenwel bij uitzondering mogen aannemen dat de levering en de vernieuwing der toestellen vervangen worden door de verleening, aan het slachtoffer van het ongeval, van eene bijkomende vergoeding bepaald op het oogenblik van het vaststellen of het herzien van het bedrag van het herstel, en vertegenwoordigend den vermoedelijken prijs der levering en der vernieuwing dezer toestellen.

De nationale wetten zullen, wat de vernieuwing der toestellen betreft, de noodige contrôle-maatregelen voorzien hetzij om misbruiken te vermijden hetzij om de gepaste bestemming der bijkomende vergoedingen te verzekeren.

ARTIKEL 11.

De nationale wetten zullen de beschikkingen bevatten die, rekening houdend met de bijzondere voorwaarden van elk land, het meest geschikt zullen zijn om in elk geval aan de slachtoffers van ongevallen en aan hunne rechthebbers de betaling van het herstel te verzekeren en om hen tegen de insolventie van den werkgever of van den verzekeraar te beschermen.

ARTIKEL 12.

De officieele bekrachtigingen dezer overeenkomst in de voorwaarden voorzien in Deel XIII van het Verdrag van Versailles en in de overeenstemmende Deelen der andere Vredesverdragen, zullen aan het Algemeen Secretariaat van den Volkenbond medegedeeld en door hetzelfde geregistreerd worden.

ARTIKEL 13.

Deze overeenkomst zal in werking treden zoodra de bekrachtigingen van twee Leden van de Internationale Arbeidsorganisatie door den Algemeenen Secretaris geregistreerd zullen zijn.

Zij zal slechts deze Leden binden wier bekrachtiging op het Secretariaat zal geregistreerd zijn.

In het vervolg zal deze Overeenkomst voor ieder Lid in werking treden op den datum waarop zijne bekrachtiging op het Secretariaat zal geregistreerd zijn.

ARTIKEL 14.

Zoodra de bekrachtigingen van twee Leden der Internationale Arbeidsorganisatie op het Secretariaat zullen geregistreerd zijn, zal de Algemeene Secretaris van den Volkenbond van dit feit kennis geven aan al de leden van de Internationale Arbeidsorganisatie. Hij zal hun eveneens kennis geven van de registrering der bekrachtigingen welke hem later door alle andere Leden van de Organisatie zullen medegedeeld worden.

ARTIKEL 15.

Onder voorbehoud der beschikkingen van artikel 13, gaat elk Lid dat deze Overeenkomst bekrachtigt, de verbintenis aan de beschikkingen van artikels 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 en 11 ten laatste op 1 Januari 1927 toe te passen en de maatregelen te treffen welke zullen noodig zijn om deze beschikkingen in werking te brengen.

ARTIKEL 16.

Elk Lid van de Internationale Arbeidsorganisatie dat deze Overeenkomst bekrachtigt, verbindt er zich toe deze op zijne koloniën, bezittingen of protectoraten toe te passen, overeenkomstig de beschikkingen van artikel 421 van het Verdrag van Versailles en van de overeenstemmende artikels der andere Vredesverdragen.

ARTIKEL 17.

Elk Lid dat deze Overeenkomst bekrachtigd heeft, kan deze opzeggen bij het verstrijken van een tijdperk van vijf jaar na den datum der aanvankelijke inwerkingstelling der Overeenkomst, door eene aan den Algemeenen Secretaris van den Volkenbond medegedeelde en door hem geregistreerde akte. De opzegging zal slechts uitwerking hebben één jaar nadat zij op het secretariaat geregistreerd werd.

ARTIKEL 18.

De Beheerraad van het Internationaal Bureau der Arbeidsorganisatie zal, ten minste éénmaal om de tien jaar, aan de Algemeene Conferentie een verslag dienen voor te leggen aangaande de toepassing van deze Overeenkomst en hij zal uitmaken of de kwestie der herziening of der wijziging van gezegde Overeenkomst op de dagorde der Conferentie dient geplaatst te worden.

ARTIKEL 19.

De Fransche en Engelsche teksten van deze Overeenkomst zullen beide rechtsgeldig zijn.

Voorgaande tekst is de authentieke tekst van het Ontwerp van Overeenkomst behoorlijk aangenomen door de Algemeene Conferentie der Internationale Arbeidsorganisatie in haar zevenden zitting welke te Genève gehouden en den 10^{en} Juni 1925 gesloten verklaard werd.

Ter oorkonde waarvan hieronder den 24^{en} Juni 1925 hunne handteekening gesteld hebben:

De Voorzitter der Conferentie,
Dr Edward BÉNÉS.

De Bestuurder van het Internationaal
Arbeidsbureau,
(get.) Albert THOMAS.

Ontwerp van Overeenkomst betreffende het herstel van beroepsziekten.

De Algemeene Conferentie van de Internationale Arbeidsorganisatie van den Volkenbond,

Bijengeroepen te Genève, door den Beheerraad van het Internationaal Arbeidsbureau, en aldaar vergaderd hebbend op 19 Mei 1925, in haar zevenden zitting.

Na besloten te hebben verschillende voorstellen aan te nemen betreffende het herstel van beroepsziekten, welke kwestie vervat is in het eerste punt van de dagorde van den zitting, en

Na besloten te hebben dat deze voorstellen den vorm zouden aannemen van een ontwerp van internationale overeenkomst,

Neemt op dezen tienden dag van Juni negentien honderd vijf en twintig het hierna volgende Ontwerp van Overeenkomst aan, dat bekrachtigd behoort te worden door de Leden van de Internationale Arbeidsorganisatie overeenkomstig de beschikkingen van Deel XIII van het Verdrag van Versailles en van de overeenstemmende Deelen der andere Vredesverdragen.

ARTIKEL ÉÉN.

Elk Lid van de Internationale Arbeidsorganisatie dat deze Overeenkomst bekrachtigt, verbindt er zich toe aan de slachtoffers van beroepsziekten of aan hunne rechthebbenden een herstel te verzekeren gegrondvest op de algemeene beginselen van zijne nationale wetgeving betreffende het herstel van arbeidsongevallen.

De voet van dit herstel zal niet lager zijn dan dien voorzien door de nationale wetgeving voor de schade ontstaan uit arbeidsongevallen. Onder voorbehoud van deze beschikking zal elk Lid vrij zijn, bij het bepalen in zijn nationale wetten der voorwaarden die de betaling van het herstel der ziekten waarvan sprake regelen en bij het toepassen op deze ziekten zijner wetten betreffende het herstel van arbeidsongevallen, die wijzigingen en aanpassingen aan te nemen die hem geschikt zouden schijnen.

ARTIKEL 2.

Elk Lid van de Internationale Arbeidsorganisatie dat deze Overeenkomst bekrachtigt, verbindt er zich toe als beroepsziekten te beschouwen de ziekten alsmede de vergiftigingen teweeggebracht door de zelfstandigheden opgenomen in de navolgende tabel, wanneer deze ziekten of vergiftigingen zich voordoen bij arbeiders behoorend tot de nijverheden of de beroepen die er in gezegde tabel mede overeenstemmen en voortspruiten uit het arbeiden in een aan de nationale wetten onderworpen onderneming.

TABEL

Lijst der ziekten en der vergiftigende zelfstandigheden.

Vergiftiging door het lood, zijne legeringen of zijne samenstellingen,

Lijst der overeenstemmende nijverheden of beroepen.

Behandeling der loodhoudende ertsen, met inbegrip der loodhoudende

met de rechtstreeksche gevolgen van deze vergiftiging.

Vergiftiging door kwikzilver, zijn mengsels en zijn samenstellingen, met de rechtstreeksche gevolgen van deze vergiftiging.

Miltvuurachtige ontsteking.

assche van zinkfabrieken.

Smelten van oud zink en lood in zalmen.

Vervaardigen van voorwerpen in gesmolten lood of in loodhoudende legeringen.

Polygraphische nijverheden.

Vervaardiging der samenstellingen van lood.

Vervaardiging en herstelling van accumulatoren.

Bereiding en gebruik van loodhoudend émail.

Polijsten door middel van loodvijzel of van loodhoudende assche.

Schilderwerken welke de bereiding of de behandeling met zich brengen van bepleisteringen, stopverven of verven die loodkleurstoffen inhouden.

Behandeling van kwikzilverertsen.

Vervaardiging der samenstellingen van kwikzilver.

Vervaardiging der meet- en laboratoriumtoestellen.

Bereiding der grondstoffen voor de hoedenmakerij.

Vuurverguldning.

Gebruik van kwikzilverpompen voor het vervaardigen van gloeilampen.

Vervaardiging van ontstekers met knalkwikzilver.

Werklieden die in aanraking komen met door miltvuur aangedane dieren.

Behandeling van afval van dieren.

Laden, lossen of vervoer van koopwaren.

ARTIKEL 3.

De officieele bekrachtigingen dezer Overeenkomst in de voorwaarden voorzien in Deel XIII van het Verdrag van Versailles en in de overeenstemmende Deelen der andere Vredesverdragen zullen aan den Algemeenen Secretaris van den Volkenbond medegedeeld en door hem geregistreerd worden.

ARTIKEL 4.

Deze Overeenkomst zal in werking treden zoodra de bekrachtigingen van twee Leden van de Internationale Arbeidsorganisatie door den Algemeenen Secretaris geregistreerd zullen zijn.

Zij zal slechts de Leden binden wier bekrachtiging door het Secretariaat geregistreerd zal zijn.

In het vervolg zal deze Overeenkomst voor elk Lid in werking treden op den datum waarop zijne bekrachtiging op het Secretariaat geregistreerd zal zijn.

ARTIKEL 5.

Zoodra de bekrachtigingen van twee Leden van de Internationale Arbeidsorganisatie op het Secretariaat geregistreerd zullen zijn zal de Algemeene Secretaris van den Volkenbond van dit feit kennis geven aan al de Leden van de Internationale Arbeidsorganisatie. Hij zal hun eveneens kennis geven van de registrering der bekrachtigingen die hem later door alle andere Leden van de Organisatie medegedeeld zullen worden.

ARTIKEL 6.

Onder voorbehoud der beschikkingen van artikel 4, gaat elk Lid dat deze Overeenkomst bekrachtigt de verbintenis aan de beschikkingen van artikelen 1 en 2 ten laatste op 1 Januari 1927 toe te passen en zulke maatregelen te nemen als noodig zullen zijn om deze beschikkingen in werking te brengen.

ARTIKEL 7.

Elk Lid van de Internationale Arbeidsorganisatie dat deze Overeenkomst bekrachtigt, verbindt er zich toe deze op zijne koloniën, bezittingen en protectoraten toe te passen, overeenkomstig de beschikkingen van artikel 421 van het Verdrag van Versailles en van de overeenstemmende artikelen der andere Vredesverdragen.

ARTIKEL 8.

Elk Lid dat deze Overeenkomst heeft bekrachtigd, kan ze opzeggen bij het verstrijken van een tijdperk van vijf jaar na den datum der aanvankelijke inwerkingstelling van de Overeenkomst, door eene aan den Algemeenen Secretaris van den Volkenbond medegedeelde en door hem geregistreeerde akte. De opzegging zal slechts uitwerking hebben een jaar nadat ze op het Secretariaat geregistreerd werd.

ARTIKEL 9.

De Beheerraad van het Internationaal Arbeidsbureau zal ten minste eenmaal om de tien jaren aan de Algemeene Conferentie een verslag dienen voor te leggen aangaande de toepassing van deze Overeenkomst en hij zal uitmaken of er aanleiding bestaat om de kwestie van de herziening of de wijziging van gezegde Overeenkomst op te nemen in de dagorde van de Conferentie.

ARTIKEL 10.

De Fransche en Engelsche teksten van deze Overeenkomst zullen beide rechtsgeldig zijn.

Voorgaande tekst is de oorspronkelijke tekst van het Ontwerp van Overeenkomst behoorlijk aangenomen door de Internationale Arbeidsorganisatie in haar zevenden zitting, welke te Genève gehouden en den 10^{en} Juni 1925 gesloten verklaard werd.

Ter Oorkonde waarvan hieronder den 24^e Juni 1921 hunne handteekeningen gesteld hebben :

De Voorzitter der Conferentie,

Dr Edward BENES.

De Bestuurder van het Internationaal Arbeidsbureau,

Albert THOMAS.

Ontwerp van Overeenkomst betreffende de gelijkheid van behandeling der vreemde en nationale arbeiders in zake herstel van arbeidsongevallen.

De Algemeene Conferentie van de Internationale Arbeidsorganisatie van den Volkenbond,

Bijeengeroepen te Genève door den Beheerraad van het Internationaal Arbeidsbureau en aldaar vergaderd hebbend op 19 Mei 1923, in haar zevenden zitting,

Na besloten te hebben verschillende voorstellen aan te nemen betreffende de gelijkheid van behandeling der nationale en vreemde arbeiders slachtoffers van arbeidsongevallen, tweede kwestie ingeschreven op de dagorde van den zitting, en,

Na besloten te hebben dat deze voorstellen den vorm van een ontwerp van internationale overeenkomst zouden aannemen.

Neemt op dezen vijftien dag van Juni negentien-honderd vijf-en-twintig, navolgend Ontwerp van Overeenkomst aan, dat bekrachtigd behoort te worden door de Leden der Internationale Arbeidsorganisatie, overeenkomstig de beschikkingen van Deel XIII van het Verdrag van Versailles en van de overeenstemmende Deelen der andere Vredesverdragen :

ARTIKEL ÉÉN.

Elk Lid der Internationale Arbeidsorganisatie dat deze Overeenkomst bekrachtigt, verbindt er zich toe aan de onderhoorigen van elk ander Lid hebbende gezegde Overeenkomst bekrachtigd, die slachtoffers zullen zijn van werkongevallen overkomen op zijn grondgebied, of aan hunne rechthebbenden dezelfde behandeling te verleen als deze die gezegd Lid aan zijne eigene onderhoorigen in zake herstel van arbeidsongevallen verzekert.

Deze gelijkheid van behandeling zal aan de vreemde arbeiders en aan hunne rechthebbenden zonder eenige voorwaarde van verblijf verzekerd zijn. Echter, wat de betalingen betreft die een Lid of zijne onderhoorigen buiten het grondgebied van gezegd Lid krachtens dit beginsel zouden te doen hebben, zullen de te nemen beschikkingen, indien noodig, door bijzondere overeenkomsten gesloten met de belanghebbende Leden, geregeld worden.

ARTIKEL 2.

Voor het herstel der arbeidsongevallen aan arbeiders overkomen die op het grondgebied van een Lid voor rekening eener op het grondgebied van een ander Lid gelegen onderneming tijdelijk of bij tusschenpoozen werkzaam zijn, mag er voorzien worden dat de wetgeving van laatstgenoemd Lid zal toegepast worden door eene bijzondere overeenkomst tusschen de belanghebbende Leden.

ARTIKEL 3.

De Leden die deze Overeenkomst bekrachtigen en bij dewelke er geen regime van forfaitaire vergoeding of verzekering van arbeidsongevallen bestaat komen overeen dergelijk regime binnen een tijdperk van drie jaar te rekenen van hunne bekrachtiging in te richten.

ARTIKEL 4.

De Leden die deze Overeenkomst bekrachtigen verbinden er zich toe elkander onderling hulp te verleen en ten einde hare toepassing alsmede de uitvoering hunner onderscheidenlijke wetten en reglementen in zake herstel van arbeidsongevallen te vergemakkelijken, en elke wijziging in de van kracht zijnde wetten en reglementen in zake herstel van arbeidsongevallen, ter kennis te brengen van het Internationaal Arbeidsbureau dat er de andere belanghebbende Leden van zal verwittigen.

ARTIKEL 5.

De officiële bekrachtigingen dezer Overeenkomst in de voorwaarden voorzien in Deel XIII van het Verdrag van Versailles en in de overeenstemmende Deelen der andere Vredesverdragen, zullen aan den Algemeenen Secretaris van den Volkenbond medegedeeld en door hem geregistreerd worden.

ARTIKEL 6.

Deze Overeenkomst zal in werking treden zoodra de bekrachtigingen van twee Leden der Internationale Arbeidsorganisatie door den Algemeenen Secretaris zullen geregistreerd zijn.

Zij zal slechts deze Leden binden wier bekrachtiging op het Secretariaat geregistreerd zal zijn.

In het vervolg zal deze Overeenkomst voor elk Lid in werking treden op den datum waarop zijne bekrachtiging op het Secretariaat geregistreerd zal zijn.

ARTIKEL 7.

Zoodra de bekrachtigingen van twee Leden der Internationale Arbeidsorganisatie op het Secretariaat geregistreerd zullen zijn, zal de Algemeene Secretaris van den Volkenbond van dit feit kennis geven aan al de Leden der Internationale Arbeidsorganisatie. Hij zal hun insgelijks kennis geven van de registrering der bekrachtigingen welke hem naderhand door alle andere Leden der Organisatie zullen medegedeeld worden.

ARTIKEL 8.

Onder voorbehoud der beschikkingen van artikel 6, gaat elk Lid dat deze Overeenkomst bekrachtigt de verbintenis aan de beschikkingen van artikels 1, 2, 3 en 4 ten laatste op 1 Januari 1927 toe te passen en de maatregelen te treffen die zullen noodig zijn om deze beschikkingen in werking te brengen.

ARTIKEL 9.

Elk Lid van de Internationale Arbeidsorganisatie dat deze overeenkomst bekrachtigt verbindt er zich toe deze op zijne koloniën, bezittingen of protectoraten toe te passen overeenkomstig de beschikkingen van artikel 421 van het Ver-

drag van Versailles en van de overeenstemmende artikels der andere Vredesverdragen.

ARTIKEL 10.

Elk Lid dat deze Overeenkomst bekrachtigd heeft kan deze opzeggen bij het verstrijken van een tijdperk van tien jaar na den datum der aanvankelijke inwerkingstelling der Overeenkomst, door eene aan den Algemeenen Secretaris van den Volkenbond medegedeelde en door hem geregistreerde akte. De opzegging zal slechts uitwerking hebben één jaar nadat zij op het Secretariaat geregistreerd werd.

ARTIKEL 11.

De Beheerraad van het Internationaal Arbeidsbureel zal, ten minste eenmaal om de tien jaar, aan de Algemeene Conferentie een verslag dienen voor te leggen betreffende de toepassing van deze overeenkomst en hij zal uitmaken of de kwestie der herziening of der wijziging van bedoelde Overeenkomst op de dagorde der Conferentie dient geplaatst te worden.

ARTIKEL 12.

De Fransche en Engelsche teksten dezer Overeenkomst zullen beide rechtsgeldig zijn.

Voorgaande tekst is de authentieke tekst van het Ontwerp van Overeenkomst behoorlijk aangenomen door de Algemeene Conferentie der Internationale Arbeidsorganisatie in haar zevenden zitting welke te Genève gehouden en den 10^{en} Juni 1925 gesloten verklaard werd.

Ter oorkonde waarvan, hieronder, den 24^{en} Juni 1925, hunne handteekeningen gesteld hebben :

De Voorzitter der Conferentie;

Dr. Edvard BÉNÈS.

De Bestuurder van het Internationaal Arbeidsbureel,

Albert THOMAS.



CHAMBRE
des Représentants.**KAMER**
der Volksvertegenwoordigers**PROJET DE LOI**

portant approbation des projets de Convention élaborés à Genève par la Conférence Internationale du Travail et concernant respectivement la réparation des dommages causés par les maladies professionnelles, la réparation des accidents du travail et l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux victimes d'accidents du travail.

WETSONTWERP

tot goedkeuring der ontwerpen van Overeenkomst opgemaakt te Genève door de Internationale Arbeidsconferentie en betreffende respectievelijk het herstel van schadeveroorzaakt door beroepsziekten, het herstel van arbeidsongevallen en de gelijkheid van behandeling der vreemde en nationale arbeiders in zake herstel van arbeidsongevallen

Albert,**ROI DES BELGES,***A tous, présents et à venir, Salut.*

Sur la proposition de Nos Ministres des Affaires Étrangères et de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance Sociale,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères est chargé de présenter en Notre Nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Les projets de Conventions élaborés à Genève par la Conférence Internationale du Travail et concernant respectivement la réparation des dommages causés par les maladies professionnelles, la réparation des accidents du travail et l'égalité de traitement des

Albert,**KONING DER BELGEN,***Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.*

Op voorstel van Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken en van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken is gelast in Onzen Naam aan de wetgevende Kamers het wetsontwerp voor te leggen waarvan de inhoud volgt:

EENIG ARTIKEL.

De ontwerpen van Overeenkomst opgemaakt te Genève door de Internationale arbeidsconferentie en betreffende respectievelijk het herstel van schade veroorzaakt door beroepsziekten, het herstel van arbeidsongevallen en de gelijkheid van behandeling der

travailleurs étrangers et nationaux
victimes d'accidents de travail sortiront
leur plein et entier effet.

Donné à Bruxelles, le 26 janvier
1926.

vreemde en nationale arbeiders in zake
herstel van arbeidsongevallen zullen
hun geheel en volkomen nitwerksel
hebben.

Gegeven te Brussel, den 26ⁿ Januari
1926.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

Van 's Konings wege :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

É. VANDERVELDE.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance Sociale,*

*De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Maatschappelijke Voorzorg,*

J. WAUTERS.

